



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

30/07/2026

Aller à la racine de la crise du capitalisme et en tirer les conséquences.

Dans un document intitulé : *"Labour Squeezed Investment Stalled"*^{[1][1]}, publié par la revue *"Policy Brief"*^{[1][2]} dans son numéro N°35 de juin 2026, L'économiste Mariana Mazzucato^{[1][3]} et une équipe de *"l'Institut for innovation and Public Purpose"*^{[1][4]} de l'UCL^{[1][5]}, institut financé par la Confédération Européenne des Syndicats^{[1][6]}, se livrent à une étude sur ce qu'elle nomme : le coût caché de la financiarisation du secteur des entreprises en Europe. Dans une analyse critique de ce document et de ses conclusions qui, pour l'essentiel se focalise comme cause de la crise en Europe sur : *"une mauvaise allocation du capital"* du fait de la financiarisation ; nous citons ici Mazzucato : *"Le problème ne réside pas dans une insuffisance de capitaux bon marché ou abondants en Europe. Il tient au fait que le capital a été autorisé, voire encouragé, à s'orienter vers des rendements financiers plutôt que vers le renouveau productif. La leçon à en tirer en matière de politique publique est claire. La financiarisation ne résulte pas d'une dynamique naturelle du marché. Elle est façonnée et entretenue par une architecture institutionnelle"*, le chercheur Michael Roberts^{[1][7]}, partant des résultats de l'étude de Mazzucato, y oppose la baisse de rentabilité du capital. Partant de ce point de vue Roberts s'exprime ainsi parlant de l'analyse de Mazzucato : *"Ce sont des résultats importants. A mon sens, ils confirment la thèse marxiste selon laquelle la baisse de la rentabilité entraîne un ralentissement, voire une chute, de l'investissement productif. Or, ce n'est pas ainsi que Mazzucato interprète ces résultats. Elle soutient que le taux de profit a chuté " en conséquence " du basculement vers l'investissement financier et la thésaurisation – donc en raison de la " financiarisation ". Mais c'est inverser le rapport de causalité. Les profits ne sont pas le fruit de l'investissement, comme le soutiennent Kalecki^{[1][8]} et d'autres économistes post-keynésiens ; c'est l'investissement qui résulte des profits. Lorsque la rentabilité du capital investi dans des activités productives diminue, alors — comme on l'a observé au cours des trente dernières années environ — le capital thésaurise ses liquidités ou se tourne vers des investissements plus spéculatifs mais plus rentables dans des actifs financiers, ce que Marx appelait le " capital fictif ". Toutefois, comme le souligne Mazzucato, la valeur ne se crée pas sur les marchés financiers ; c'est une fiction. " La valeur est créée, hier comme aujourd'hui, par le travail humain, par les travailleurs, par les connaissances et les compétences accumulées au fil des générations."*

L'élément clé de la baisse de la rentabilité globale du capital est, selon Roberts confirmé par l'étude même de Mazzucato. Ici Roberts reprend les données de Mazzucato et les interprète différemment : *"L'élément clé est la baisse de la rentabilité globale. Elle constate qu'entre 2000 et 2024, la marge bénéficiaire brute médiane des entreprises étudiées — « la mesure la plus élémentaire correspondant au chiffre d'affaires total moins le coût de production des biens et services » — a chuté de 15 %, tandis que la marge bénéficiaire nette médiane a légèrement augmenté sur la même période, passant de 4,9 % en 2000 à 5,5 % en 2024. « En d'autres termes, les profits mis à la disposition des actionnaires ont augmenté, alors même que l'indicateur le plus élémentaire de la rentabilité opérationnelle a reculé. "De la même façon, Roberts fait observer que le processus de financiarisation est marginal dans le revenu des entreprises : "les revenus financiers ne représentent que 3,7 % du revenu total des sociétés non financières, une part dérisoire. La majeure partie des revenus des entreprises provient toujours des bénéfices d'exploitation, et non d'investissements dans du capital fictif. Par ailleurs, ... si les « plus grandes entreprises » européennes détenaient peut-être plus de la moitié de leurs actifs sous forme d'instruments financiers jusqu'en 2008, ce ratio est retombé en dessous de 50 % après le krach financier mondial de 2008 et la « longue dépression » qui a suivi, pour se maintenir à ce niveau jusqu'en 2024. Ces données suggèrent donc que la « financiarisation » a pris fin, même pour les plus grandes entreprises, après 2009. En effet, plusieurs autres études démontrent que la grande majorité des bénéfices provient toujours de la vente de biens et de services*

produits par des travailleurs. Joel Rabonovich¹[9] a calculé que les entreprises non financières américaines tiraient moins de 2,5 % de leur revenu total d'opérations financières. De même, Subasat et Mavroudeas¹[10] montrent qu'au cours des trente dernières années, la part du secteur financier dans le PIB a chuté de 51 %, ce qui ne témoigne guère d'une financiarisation. Solow¹[11], en s'appuyant sur un vaste ensemble de données concernant toutes les sociétés cotées en bourse ...dans 37 États, montre que si l'accumulation de capital réel a diminué, il en va de même pour le niveau des revenus financiers et des actifs financiers. Mazzucato conclut qu'« une part substantielle de ce qui est comptabilisé comme bénéfice des entreprises doit être comprise plus précisément comme une rente économique : un revenu découlant de la propriété et du contrôle d'actifs, de positions financières et d'un pouvoir de marché, plutôt que d'une nouvelle production ». Cette affirmation est contredite par ses propres données : les revenus issus du capital fictif ont certes augmenté de manière significative, mais ils ne représentent pas « une part substantielle » ; en réalité, seule une entreprise sur six tire jusqu'à 10 % de ses revenus de cette « rente » liée à ses participations financières. Il ne s'agit pas d'un " capitalisme de rente ". Ce qui est vrai, en revanche, c'est que les bénéfices des entreprises ont fortement augmenté ces dernières années grâce à la compression de la part du revenu des entreprises revenant au travail – ce que Marx appelait une hausse du taux de plus-value."

Les divergences d'analyses fondamentales exprimées à partir d'une analyse des données économiques produite par Mazzucato sur les raisons du retard en matière d'investissements par rapport aux US à la Chine et l'Inde sont de la plus grande importance économique, sociale et politique. Même si Mazzucato récuse les arguments des économistes *mainstream* et de Mario Draghi¹[12] sur le fait que la réglementation freine les investissements sur fond d'un manque de crédit bon marché, en mettant l'accent sur un capitalisme de rente, nommé le capitalisme *casino* par la CES elle suggère qu'une simple redirection des investissements suffirait à résoudre le problème du sous-investissement. Dans ce processus, ignorant la cause fondamentale, c'est à dire la baisse de valorisation du capital et conséquemment sa crise d'accumulation, elle propose une voie de collaboration de classe qui permettrait d'accompagner cette redirection : " La solution ne réside pas dans une masse financière accrue, ni dans la promesse illusoire qu'un capital moins coûteux s'orientera spontanément vers des usages productifs. La réponse consiste à modifier les conditions de déploiement et de partage du capital : en instaurant une conditionnalité pour les soutiens publics — qu'il s'agisse de subventions, de garanties, de dépenses fiscales, de marchés publics ou de crédits ; une gouvernance d'entreprise qui récompense l'investissement productif à long terme plutôt que les distributions à court terme ; une fiscalité efficace qui supprime les canaux permettant le transfert et la mise à l'abri des bénéfices ; et une capacité d'investissement public à même de façonner les marchés, plutôt que de simplement réduire les risques liés aux rendements privés. Le monde du travail doit être au cœur de cette démarche. Les travailleurs ne doivent pas être considérés comme une variable d'ajustement des coûts, comprimée une fois les décisions d'investissement prises. Ils sont au cœur des capacités productives dont dépend la compétitivité. Une économie productive centrée sur les travailleurs implique d'associer les syndicats et les salariés à la gouvernance de l'investissement : dans la définition des conditions d'octroi, la prise de décision en entreprise, la stratégie industrielle et l'allocation des aides publiques. La tradition européenne de dialogue social, de comités d'entreprise et de tripartisme constitue le socle institutionnel nécessaire. Il s'agit désormais de s'appuyer sur ces acquis pour orienter les capitaux vers la production, l'innovation, le travail décent et la résilience. Le problème de l'Europe ne réside pas dans une pénurie ou un coût excessif du capital, mais dans le fait que celui-ci a été mal orienté — une orientation dictée par les politiques publiques. Ce que l'action publique a façonné, elle peut le remodeler. Le choix ne se pose pas entre compétitivité et justice sociale, mais entre un modèle qui récompense l'extraction de valeur et un modèle qui bâtit les fondements collectifs d'une prospérité à long terme."

Dans cet énoncé, nous retrouvons tous les ingrédients sur la fiscalité, la conditionnalité des aides, une politique pro-entreprise sans s'attaquer à la cause profonde de la crise du capitalisme, le tout couronné par la participation des travailleurs à leur propre exploitation sous prétexte de leur participation à la *gouvernance* des entreprises. Tous ces ingrédients, nous les retrouvons dans l'orientation des confédérations syndicales, dont la CGT, toutes membres de la CES et cela a des conséquences pratiques dans le contenu des luttes en particulier lors des fermetures de sites et des restructurations. Le dernier exemple en date, celui de *Fibre Excellence* est significatif à cet égard¹[13].

Pour nous, analysant la nature profonde de la crise de valorisation et d'accumulation du capital dans le système impérialiste et nous en mesurons les conséquences, et pensons qu'il n'y a dans ce rapport qu'une énième tentative de justifier la collaboration de classe. Pour nous il ne peut y avoir de solution durable sans mettre fin à la propriété privée des moyens de production et d'échange, s'appuyant sur une planification socialiste. C'est pourquoi, nous devons démonter les positions cherchant à nous convaincre qu'il existe une issue possible dans le maintien du mode de production capitaliste. Ces positions de gauche et/ou de droite ne conduisent qu'à des

contradictions nouvelles dont les développements ne peuvent être que ceux d'affrontements de plus en plus violents au sein du système impérialiste.

1[1] Travail sous pression, investissement au point mort,

1[2] https://www.ucl.ac.uk/bartlett/sites/bartlett/files/2026-06/250629_UCLIIPP_PolicyBrief_TU_v5.pdf

1[3] https://fr.wikipedia.org/wiki/Mariana_Mazzucato

1[4] <https://www.ucl.ac.uk/bartlett/public-purpose>

1[5] <https://www.ucl.ac.uk/>

1[6] <https://www.etuc.org/fr>

1[7] <https://thenextrecession.wordpress.com/>

1[8] https://fr.wikipedia.org/wiki/Micha%C5%82_Kalecki

1[9] <https://www.kcl.ac.uk/people/joel-rabinovich>

1[10] <https://www.jstor.org/stable/48755831?seq=1>

1[11] https://fr.wikipedia.org/wiki/Robert_Solow

1[12] https://commission.europa.eu/topics/competitiveness/draghi-report_en

1[13] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4033-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-288-du-16-juillet-2026>